



DISPARITION

Décès du président tchadien Idriss Déby Itno

Le président tchadien, le maréchal Idriss Déby Itno, est décédé le 20 avril à N'Djamena des suites de blessures reçues au combat lors d'une offensive de son armée contre les rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, au nord du pays, a-t-on appris des sources militaires.

Déclaré réélu au terme de la présidentielle du 11 avril, pour un sixième mandat, Idriss Déby Itno dont la dernière visite à l'étranger remonte à l'investiture, le 16 avril à Brazzaville, de son homologue congolais,

Denis Sassou N'Guesso, attendait l'approbation de sa réélection par la Cour suprême.

Aussitôt après l'annonce de son décès, le haut commandement militaire a procédé à la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement, et mis en place un Conseil militaire de transition dirigé par son fils, le général Mahamat Idriss Déby qui assurait jusque-là les fonctions de commandant de la garde présidentielle.

Page 9



INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE

Démarrage sous peu des travaux de la route Congo-RCA-Tchad



Un tronçon de la route bitumée Obouya-Boundji-Lékéty

Sur les onze projets prioritaires définis par la Communauté économique des États de l'Afrique

centrale, en vue de l'intégration sous-régionale, cinq d'entre eux vont démarrer pendant l'année

en cours, notamment la route Congo-RCA-Tchad, dont le coût total est estimé à plus de 955 milliards FCFA.

C'est l'une des conclusions de la 13^e réunion ordinaire du Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale tenue par visioconférence. L'objectif global du projet est de contribuer à l'efficacité du sous-secteur des transports routiers pour soutenir le développement économique et social ainsi que l'intégration régionale.

Page 3

TÉLÉPHONIE MOBILE

Le régulateur déplore la qualité des services de Mtn et Airtel



Le directeur général de l'Arpce s'entretenant avec les opérateurs DR

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce) a constaté qu'aucune amélioration de la qualité de réseaux n'a été observée sur les deux routes nationales (RN1 et RN2), ainsi que dans l'arrière-pays. Le rapport d'évaluation des réseaux des enquêteurs de l'Arpce, dévoilé le 20 avril, s'est focalisé sur la qualité des services voix et data offerts en 2G et 3G par les opérateurs Mtn Congo et Airtel Congo.

« Nos enquêtes de terrain ne se limitent pas uniquement dans les grandes villes, elles s'étendent aussi sur les routes nationales, qui sont considé-

rées comme des zones critiques. Depuis l'an dernier, l'Arpce met l'accent sur ces axes routiers (...) Nous avons demandé aux opérateurs d'améliorer la qualité des services, mais nous devons être indulgents compte tenu du contexte de la pandémie qui freine l'acheminement de la logistique et la réalisation de certains projets », a souligné le directeur général de l'Arpce, Louis Marc Sakala.

Page 3

PROTECTION DE L'ENFANCE

Les efforts du Congo salués par l'Unicef

Les efforts du Congo en matière de protection des droits des enfants ont été salués par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), à l'occasion d'un échange, le 20 avril à Brazzaville, entre la ministre en charge des Affaires sociales, Antoinette Dinga-Dzondo et la représentante de cette organisation onusienne, Micaela Marques De Sousa.

« Les actions réalisées par le Congo en matière de protection de l'enfance, notamment la lutte contre la traite des enfants sont à saluer. L'Unicef continuera à appuyer le pays à poursuivre ce combat », a déclaré Micaela Marques De Sousa arrivée en fin de mandat au Congo.

Page 2



Remise du document résumant le cadre de coopération sur l'enfance

Éditorial
Drame !

Page 2

ÉDITORIAL

Drame !

Le décès brutal du président Idriss Déby Itno, tué par des rebelles dans la province du Tibesti au nord du Tchad, n'est pas seulement un drame pour le peuple qui venait tout juste de le réélire pour un mandat de six ans. Il frappe en plein cœur l'immense zone du Sahel et du Sahara que l'assassinat du « Guide libyen » Mouammar Kadhafi en 2011 a plongé dans un chaos qui s'aggrave de jour en jour, mais il menace également l'Afrique centrale et donc le Bassin du Congo dans son ensemble qui font face à une montée de l'extrémisme dont les troubles croissants en Centrafrique permettent de mesurer la portée générale.

Présent à Brazzaville vendredi dernier lors de la cérémonie d'investiture du président Denis Sassou N'Gusso, Idriss Déby Itno avait une fois de plus manifesté sa volonté de resserrer les liens qui unissent les Etats de cette partie de l'Afrique afin d'en accélérer le développement et, surtout, d'y asseoir la paix sur des bases plus solides pour éviter les dérives qui menacent les peuples. Et sa mort brutale, quelques heures plus tard, sur le front qui opposait son armée à une colonne de rebelles venue du sud de la Libye confirme à quel point sa vision de l'avenir du continent, partagée par ses pairs était juste.

Dans le moment très émouvant que nous vivons où l'Afrique tout entière se recueille au côté de la nation tchadienne qui pleure le départ brutal de l'homme d'Etat dont les mandats successifs lui avaient permis, quoi qu'en pensent ses détracteurs, de progresser sur la voie de la démocratie et de vivre en paix avec elle-même, il importe au plus haut point de rappeler que seule l'action collective des pays de cette vaste zone géographique permettra de vaincre les djihadistes qui tentent de s'emparer du Sahel, mais qui s'efforcent aussi de prendre le contrôle direct ou indirect du golfe de Guinée et de l'immense Bassin du Congo dont nous occupons nous-mêmes le cœur.

Idriss Déby Itno nous ayant quitté, faisons donc en sorte que la communauté de pays dont il était l'un des leaders s'organise mieux afin de neutraliser les forces du mal qui tentent de s'en emparer. L'enjeu est vital pour les Etats, pour les gouvernements, mais aussi pour chacun de nous.

Les Dépêches de Brazzaville

DROITS HUMAINS

L'Unicef salue les efforts du Congo contre la traite d'enfants

La poursuite du combat pour la protection de l'enfance a été au cœur de l'échange, le 20 avril à Brazzaville, entre la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, et la représentante de l'Unicef, Micaela Marques De Sousa, en fin de mandat.



Remise du document résumant le cadre de coopération sur l'enfance

« Les actions réalisées par le Congo en matière de protection de l'enfance notamment la lutte contre la traite des enfants sont à saluer. L'Unicef continuera à appuyer le pays dans la poursuite du combat », a déclaré la représentante de l'agence onusienne venue faire ses adieux à la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire.

Le pays a durci son arsenal contre ce phénomène considéré comme l'esclavage des

temps modernes. Une loi adoptée par le Parlement en avril 2019 interdit, en effet, la traite des personnes, la vente des enfants, leur utilisation dans les conflits armés, de la prostitution, des mariages forcés des mineurs... Cette loi n'est pas restée lettre morte, car en août 2020, lors de la session criminelle des sujets étrangers ayant fait venir du Bénin des filles mineures privées de leur scolarité, soumises aux corvées dans les

marchés ont été condamnés, les victimes rapatriées.

Dans le cadre de l'action humanitaire, Micaela Marques De Sousa a reconnu que lors des catastrophes naturelles comme les inondations, les enfants bénéficient d'une protection. Leurs droits à l'éducation, à la santé, entre autres, dans un système intégré de protection sont respectés. Par la même occasion, la représentante de l'Unicef a soumis à la ministre Antoinette Dinga-Dzondo le document qui résume le cadre de coopération avec le système des Nations unies pour les années 2020-2024 en vue de la continuité des actions coordonnées en faveur de l'enfance.

Rominique Makaya

« Les actions réalisées par le Congo en matière de protection de l'enfance notamment la lutte contre la traite des enfants sont à saluer. L'Unicef continuera à appuyer le pays dans la poursuite du combat »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Antó
Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TÉLÉPHONIE MOBILE

Un nouveau rapport épingle la qualité de service des deux opérateurs privés

Aucune amélioration de la qualité de réseaux n'a été observée sur les deux routes nationales (RN1 et RN2), ainsi que dans l'arrière-pays, a décrié l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce).

Le rapport d'évaluation des réseaux des enquêteurs de l'Arpce, dévoilé le 20 avril, s'est focalisé sur la qualité des services voix et data offerts en 2G et 3G par les opérateurs MTN Congo et Airtel Congo. Cette enquête a été menée dans les deux principales villes Brazzaville et Pointe-Noire, y compris dans les localités de l'hinterland.

Concernant la couverture en réseau, la qualité de signal, les services voix et data, il n'y a pas eu énormément d'amélioration en 2G, tandis que des progrès sont observés sur le réseau 3G. L'Arpce n'envisage aucune sanction à l'endroit des opérateurs. Le directeur général de l'agence, Louis Marc Sakala, a esti-



Le directeur général de l'Arpce s'entretenant avec les opérateurs DR

mé que dans le contexte actuel les opérateurs de téléphonie mobile ont besoin d'être accompagnés afin d'améliorer la qualité des réseaux et les investissements dans le secteur. « Nos enquêtes de terrain ne se limitent pas uniquement dans les

grandes villes. Elles s'étendent aussi sur les routes nationales, qui sont considérées comme des zones critiques. Depuis l'an dernier, l'Arpce met l'accent sur ces axes routiers (...) Nous avons demandé aux opérateurs d'améliorer la qua-

lité des services, mais nous devons être indulgents compte tenu du contexte de la pandémie qui freine l'acheminement de la logistique et la réalisation de certains projets », a déclaré Louis Marc Sakala.

De leur côté, les deux opé-

rateurs MTN et Airtel ont promis de renforcer la couverture, la qualité de signal et des services voix. Selon eux, la crise sanitaire a freiné le déploiement de la logistique sur le terrain. Cet argument a peu de chance de convaincre leurs clients qui ont pendant longtemps critiqué les services fournis par ces sociétés de téléphonie mobile.

Il faut noter qu'en perspective l'Arpce envisage d'accroître la participation des consommateurs et d'intégrer de nouveaux aspects liés aux tests de transfert mobile money à la qualité du service-client et à la gestion des litiges, à la qualité de la voix et l'accès à l'internet.

Fiacre Kombo

INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE

Les travaux de la route Congo-RCA-Tchad démarrent en 2021

Sur les onze projets prioritaires définis par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), en vue d'une intégration sous-régionale, cinq vont démarrer cette année. Il s'agit notamment de la route Congo-RCA-Tchad, dont le coût total est estimé à 955.453.183.616 FCFA.

L'annonce de la construction de cette route a été faite lors de la 13e réunion ordinaire du Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financiers de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (PREF-CEMAC), tenue récemment par visioconférence, sous les auspices de son président, Gilbert Ondongo, ministre congolais en charge de l'Economie, de l'Industrie et du Portefeuille public.

L'objectif global du projet est de contribuer à l'efficacité du sous-secteur des transports routiers pour soutenir le développement économique et social ainsi que l'intégration régionale. Autrement dit, il s'agit d'améliorer le niveau de service de la chaîne logistique de transport sur cet axe pour transformer le corridor Pointe-Noire – Brazzaville – Bangui – N'Djamena en une route commerciale viable et améliorer les conditions de vie des populations de la zone d'influence.

Ce corridor de près de 3.300 km, disposant déjà des études



Un tronçon de la route bitumée Obouya-Boundji-Lékéty

technique, économique, sociale et environnementale détaillées ainsi que les dossiers d'appels d'offres, constitue une liaison directe entre Brazzaville-Bangui-N'Djamena. Il permettra également de relier trois capitales et fournir à la RCA puis au Tchad un ac-

cès à la mer (via Pointe-Noire au Congo) ou Matadi en RDC), additionner à celui de Douala (Cameroun).

En raison de l'ampleur du programme nécessitant la mobilisation d'importantes ressources financières, le développement de ladite route

est programmé en deux phases. La CEEAC a retenu en priorité, la réalisation des travaux de construction et de mise à niveau d'environ 289 km au Congo, 312 km en RCA et 118 km au Tchad pour un montant d'environ 853,34 millions d'euros (soit 58,5%

du coût total correspondant à environ 52% du linéaire).

Outre la route Congo-RCA-Tchad, les projets de construction d'une université commune Congo-Cameroun ; du barrage de Cholé (avec interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad) ; de deux ports secs en mode Partenariat public-privé figurent également sur la liste des travaux qui seront lancés l'année en cours. En Afrique centrale, la question des infrastructures relatives aux services de base (eau, énergie, télécommunications et transports) est au centre des préoccupations. Concernant le secteur des transports et surtout depuis l'adoption du Plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale, la région entend se doter d'un système de transport intégré (tous les modes confondus) fiable et à moindre coût, favorisant la libre circulation des personnes et des biens, contribuant ainsi pleinement au processus de l'intégration économique et physique.

Lopelle Mboussa Gassia

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

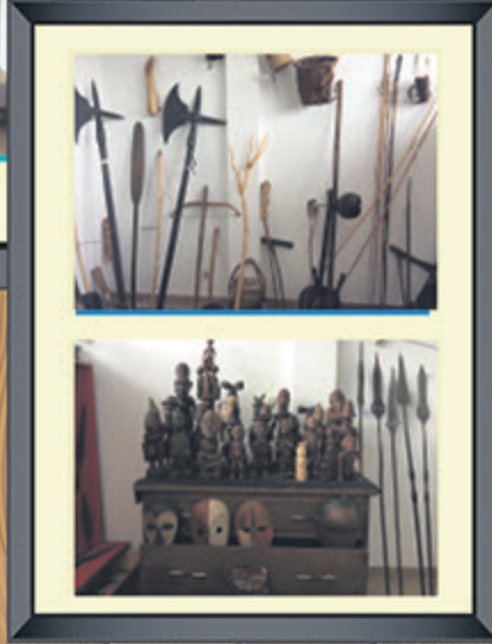
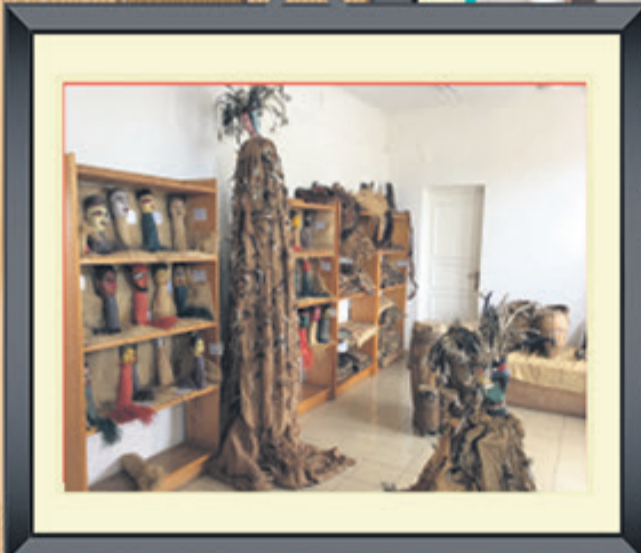
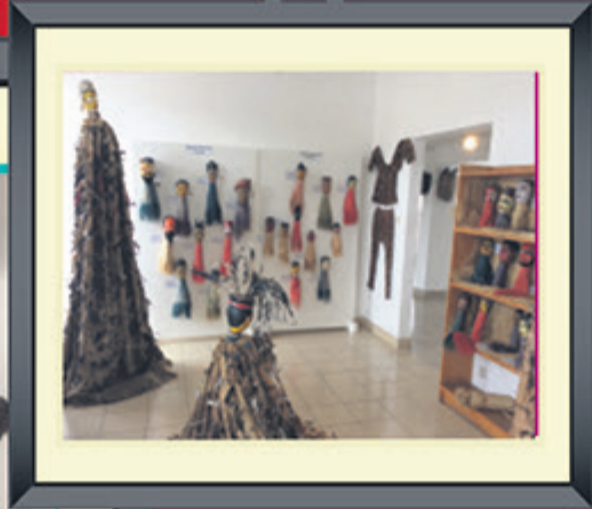
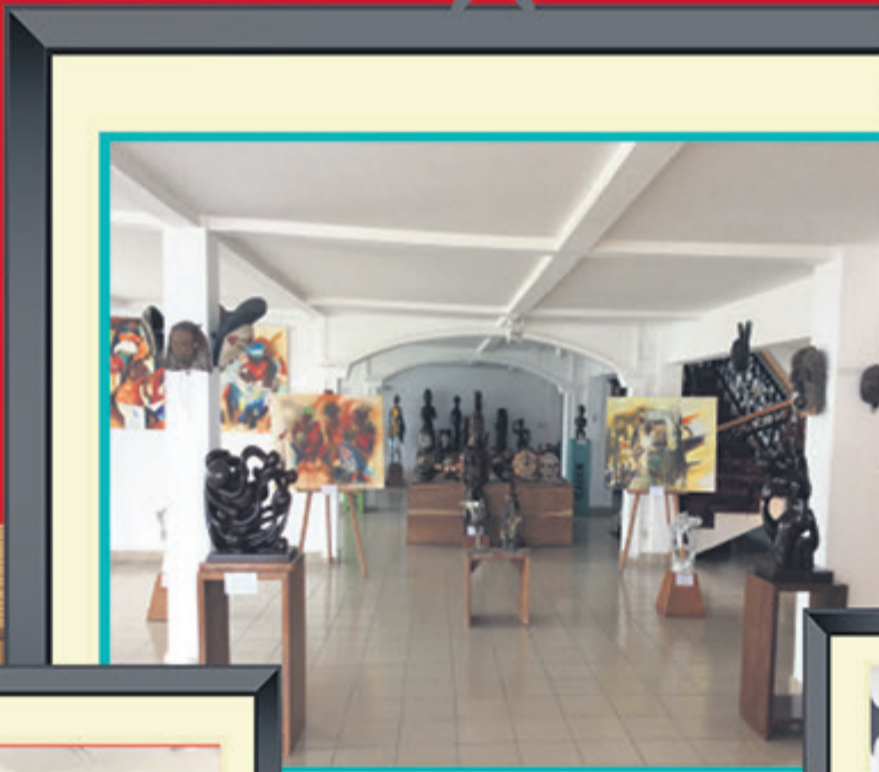
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

ENTREPRENEURIAT

Une conférence sur le concept « Entreprendre avec zéro FCFA »

Co-animée par Armand Kani Okoko, Nelson Cishugi et Carrel Vouidibio respectivement, directeur général de My pamu group, associé gérant Iopango et technicien d'entreprise, la rencontre a eu lieu le 17 avril à Pointe-Noire.

Selon Armand Kani Okoko, le concept « Zéro franc » est utilisé lorsqu'on n'a pas recours aux financements traditionnels des institutions bancaires ou financières. Pour entreprendre avec zéro FCFA, il y a préalablement quatre étapes à respecter, notamment trouver votre marché ; préparer un objectif financier raisonnable ; proposer un produit ou un service vendable et commencer maintenant à vous améliorer par la suite. On peut commencer, par exemple, à exercer la petite commission dans l'agence de nettoyage : laver et repasser les vêtements à domicile, être un influenceur numérique et autres. « *Entreprendre, c'est commencer à faire quelque chose pour devenir son propre chef, pour le challenge et pour donner du sens à sa vie. Souvent les entrepreneurs sont des anciens salariés en quête de sens dans leur vie. Entreprendre permet de faire ce que l'on désire vraiment car, étant son propre chef et libre, il est réellement possible de faire des choix* », a-t-



Tribune officielle de la conférence

il signifié.

Pour sa part Nelson Cishugi a expliqué qu'il faut cependant différencier le concept entreprendre de celui de créer une entreprise. On peut selon lui entreprendre sans nécessairement avoir une entreprise. «

Entreprendre signifie il faut juste se donner les moyens, croire en soi et savoir sur quoi vous devez commencer. Généralement les gens veulent commencer grand et gros pour entreprendre, ils ont tous envie d'être su-

per riche alors qu'il faut aller étape après étape pour mieux entreprendre ou créer un jour son entreprise », a martelé l'orateur.

De son côté, Carrel Vouidibio a rappelé que l'entrepreneuriat maintenant représente un vé-

ritable levier économique, les jeunes représentent presque 70% de la population congolaise et l'insertion à la Fonction publique des jeunes devient de plus en plus un problème. En termes de flux monétaire, le secteur informel représente actuellement un milliard de francs CFA en République du Congo. C'est le secteur informel qui fait vivre le secteur formel. « *Le statut d'entrepreneur existe légalement depuis 2014, il a été mis en place par l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique. Une fois vous obtenez le statut d'entrepreneur, vous cessez d'être dans le secteur informel par ce que l'entrepreneur peut faire le choix de cotiser pour sa Caisse nationale de sécurité sociale, d'avoir un numéro d'identification unique en vue d'obtenir un dossier fiscal complet et ouvrir un compte bancaire. C'est très difficile de travailler avec une société avec le statut d'informel* », a-t-il déclaré.

Faustin Akono

« Entreprendre, c'est commencer à faire quelque chose pour devenir son propre chef, pour le challenge et pour donner du sens à sa vie. Souvent les entrepreneurs sont des anciens salariés en quête de sens dans leur vie. Entreprendre permet de faire ce que l'on désire vraiment car, étant son propre chef et libre, il est réellement possible de faire des choix »

PAIX ET SÉCURITÉ

Les chefs d'État de la CIRGL ont débattu de la situation en RCA

La capitale angolaise, Luanda, a accueilli le 20 avril un mini-sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Il a été question de discuter des sujets concernant la sous-région d'Afrique centrale et de mettre sur pied une politique efficace, capable de contrer les actes de violences perpétrés en République centrafricaine (RCA).

La réunion de Luanda a connu la participation de plusieurs chefs d'État et de gouvernements, parmi lesquels le Congolais, Denis Sassou N'Guesso, le Centrafricain, Faustin Archange Touadera, le Rwandais, Paul Kagame et le président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan, Abdel Fattah al-Burhan, ainsi que les représentants du Tchad, du Cameroun et de la République démocratique du Congo.

En effet, ces retrouvailles stratégiques font suite, selon le président angolais, également président en exercice de la CIRGL, à un constat selon lequel la situation qui prévaut actuellement en RCA impacte négativement sur le développement de ce pays et représente une forte menace pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région, et principalement dans les pays voisins. « *Cette rencontre est une occasion, pour les chefs d'État et de gouvernement de la CIRGL, d'appeler les forces rebelles en RCA d'arrêter les actes de violence et d'observer un cessez-le-feu unilatéral et immédiat. Car, la situation dans le pays fait souffrir les populations. C'est ce qui a justifié cette deuxième mini-sommet* », ont déclaré les organisateurs.

Notons que cette réunion a été convoquée par le chef d'État angolais, João Lourenço, après celle du 28 janvier dernier qui portait aussi sur la situation politique et sécuritaire en RCA.

Rock Ngassakys

RAMADAN

L'Égypte libère près de 1.700 détenus

L'Égypte a libéré mardi 1.686 détenus à l'occasion du Ramadan, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Il s'agit là d'une tradition qui voit le chef de l'État accorder une grâce à des détenus considérés comme libérables, a-t-il rappelé. Ces grâces sont généralement accordées lors de fêtes religieuses ou de la fête nationale.

La Constitution confère au président le pouvoir de gracier des détenus condamnés à certains crimes, sauf pour terrorisme, trafic d'armes ou d'héroïne ou encore crime d'honneur.

La Chine élabore un plan de développement pour stimuler l'industrie manufacturière

La Chine élabore un plan de développement pour son secteur manufacturier pendant le 14e Plan quinquennal (2021-2025) et la période à moyen et long terme, a déclaré mardi le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information.

Le plan s'axera sur les domaines clés tels que la base industrielle



et l'innovation scientifique et technologique, ainsi que les industries clés, dont les équipements techniques majeurs et les matières premières, a indiqué Huang Libin, porte-parole du ministère, lors d'une conférence de presse.

L'année dernière, la Chine a dévoilé un plan de développement pour son industrie automobile à énergie nouvelle pour la période 2021-2035.

Pour promouvoir la fabrica-

tion de haute qualité, la Chine accélérera l'amélioration de la capacité d'innovation manufacturière et fera avancer la modernisation des chaînes industrielles et d'approvisionnement, d'après M. Huang. Le pays promouvra également le développement vert, intelligent et haut de gamme de l'industrie manufacturière et ouvrira pleinement son secteur manufacturier général, a-t-il ajouté.

Xinhua

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Éviter une catastrophe alimentaire en Afrique centrale et de l'Ouest

Le Programme alimentaire mondial (PAM) appelle la communauté internationale à mettre fin à une grave insécurité alimentaire, causée par la flambée des prix en Afrique centrale et de l'Ouest.

Des millions de familles sont menacées par une grave situation d'insécurité alimentaire en Afrique centrale, résultat de la flambée des prix des denrées alimentaires dans cette région déjà en proie à des conflits et à l'impact socio-économique dans la pandémie de Covid-19. Le PAM appelle à une action immédiate pour éviter « une catastrophe alimentaire ». Plus de 31 millions de personnes incapables de se nourrir pendant la saison de soudure de juin-août devraient tomber en situation alimentaire dans la région. Le nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire est supérieur de plus de 30% à celui de l'année 2021.

Une insécurité alimentaire aiguë

Dans certaines zones de la région, les prix des denrées ont grimpé de plus de 200%. Un chiffre qui représente le niveau le plus élevé depuis 10 ans, selon les chiffres du PAM, publiés par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le sahel (CILSS). « En Afrique de l'Ouest, les conflits alimentent déjà la faim et la misère. La hausse incessante des prix agit comme un multiplicateur de pauvreté, plongeant des millions de personnes dans l'insécurité et le désespoir », a rappelé le directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, Chris Nikoi. En Sierra Leone par exemple, le prix du riz peut être supérieur de 70% à la moyenne quinquennale, et



Des ouvriers restaurent des champs et des étangs dans une coopérative agricole et piscicole de Mindouli dans la région du Pool, au sud de Brazzaville/Samir Tounsi/AFP

« Les besoins sont immenses, et si nous ne parvenons pas à réunir les fonds dont nous avons besoin, nous ne pourrions tout simplement pas faire face. Nous ne pouvons pas laisser 2021 devenir l'année de la réduction des rations »

où la dépréciation de la monnaie locale a eu des répercussions sur le prix des denrées alimentaires. Une situation

due en partie à l'impact des mesures mises en place visant à contenir la propagation du coronavirus. Le PAM pointe

du doigt la baisse des revenus des populations en raison de la réduction des activités commerciales, touristique et

informelle, et des transferts de fonds.

Dix millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë dans la région. « En attendant que les marchés se stabilisent, l'assistance alimentaire est peut-être la seule source d'espoir pour des millions de familles », a déclaré Chris Nikoi. La flambée des prix des denrées alimentaires est venue se rajouter aux conflits. Au nord du Nigéria, au Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), en Centrafrique ou encore dans le Nord-ouest et le Sud-ouest du Cameroun, l'escalade de la violence a poussé au déplacement de populations. Ces dernières sont contraintes d'abandonner leurs champs et leurs sources de revenus, les exposant ainsi à « une insécurité alimentaire aiguë ».

2021 année de la réduction des rations ?

Chris Nikoi indique que « Les besoins sont immenses, et si nous ne parvenons pas à réunir les fonds dont nous avons besoin, nous ne pourrions tout simplement pas faire face. Nous ne pouvons pas laisser 2021 devenir l'année de la réduction des rations ». Le PAM prévoit d'aider 18 millions de personnes dans la région, dont 68% dans des situations de crise et d'urgence. Pour ses opérations dans 19 pays de la région, le PAM a besoin de 770 millions de dollars.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

Début des consultations nationales pour la concertation

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, dans une déclaration rendue publique dimanche soir, a annoncé l'organisation dès lundi de consultations nationales pour une durée de dix jours, au cours desquelles seront recueillis les avis des forces vives de la nation, afin d'enrichir les outils de la réconciliation nationale et du développement.

L'objectif, d'après le chef de l'Etat réélu à l'issue de la présidentielle en décembre 2020, est d'aider le gouvernement à identifier ensemble les points n'ayant jamais trouvé de réponses lors des précédents engagements nationaux. S'agissant des groupes armés, M. Touadéra projette également une concertation dans le cadre



Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra

de l'Accord de paix de Bangui du 6 février 2019, tout en prévenant les responsables de la rébellion depuis décembre dernier qu'ils doivent répondre de leurs actes devant la justice.

Quant aux combattants, le président exige qu'ils obéissent impérativement au processus du désarmement et participent à la dissolution des groupes.

EGYPTE

Onze passagers tués dans le déraillement d'un train

Au moins onze personnes ont été tuées et 98 autres blessées dans le déraillement d'un train dimanche dans la ville de Toukh, dans la région du delta du Nil, au nord du Caire, a annoncé le ministère égyptien de la Santé.

Au total, 60 ambulances ont été envoyées sur les lieux, et les blessés ont été transférés dans trois hôpitaux publics, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Quatre wagons d'un train circulant entre Le Caire et la ville de Mansoura ont déraillé dans l'accident, a indiqué le ministère égyptien des Transports. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a ordonné la formation d'une commission chargée de présenter un rapport sur les causes de l'accident.

Une enquête a déjà été ouverte, et le conducteur du train, son assistant et huit responsables de la gare de Toukh sont en train d'être interrogés, a indiqué le bureau du procureur.

Source Xinhua

CORONAVIRUS

Le point sur la pandémie dans le monde

Alors que le nombre de décès et de contaminations augmentent, la vaccination progresse variablement dans le monde. Ainsi dans certains pays s'ouvrent à nouveau au public, tandis que d'autres reconfinent.

Plus de 3 millions de morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.020.765 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles lundi à 10H00 GMT.

Les Etats-Unis sont le pays qui compte le plus grand nombre de morts avec 567.217 décès, suivis par le Brésil (374.682), le Mexique (212.339), l'Inde (178.769) et le Royaume-Uni (127.270).

La Colombie a enregistré lundi un nombre record de 420 décès dus au covid.

Ces chiffres sont globalement sous-évalués. Ils se fondent sur les bilans quotidiens des autorités nationales de santé, sans inclure les réévaluations reposant sur des bases statistiques.

900 millions de doses administrées dans le monde

Au moins 901,6 millions de doses de vaccins anti-Covid ont été administrées dans le monde, selon un comptage réalisé par l'AFP à partir de sources officielles lundi à 17H00 GMT. Au moins 206 pays ou territoires, concentrant 97,5% de la population mondiale, ont désormais commencé à vacciner.

La RDC commence à vacciner

La République démocratique du Congo a lancé lundi sa campagne de vaccination lors d'une cérémonie officielle largement destinée à dissiper les doutes et méfiances autour du vaccin AstraZeneca/Oxford.

Vaccin pour tous aux États-Unis...

Tous les citoyens vivant aux



La campagne de vaccination a débuté samedi 17 avril à Tripoli, en Libye (Mahmud TURKIA/AFP)

Etats-Unis peuvent désormais se faire vacciner contre le Covid-19. Quelque 50,4% des Américains de plus de 18 ans ont déjà bénéficié d'au moins une dose, 32,5% sont entièrement vaccinés, selon la principale agence fédérale de santé publique américaine.

... et bientôt en Inde

La vaccination sera ouverte le 1^{er} mai à tous les adultes en Inde, qui est frappée par une deuxième vague massive de l'épidémie.

Cette annonce intervient au moment où les autorités de New Delhi ont imposé un confinement d'une semaine à ses 20 millions d'habitants.

L'Inde a recensé lundi un nouveau record de nouvelles contaminations : 273.810 cas sur 24 heures.

Premiers vaccins anti-Covid pour la population à Tripoli

La population de la capitale libyenne Tripoli a commencé à recevoir les premiers vaccins anti-Covid samedi. Outre la capitale, les vaccins seront

répartis sur tout le territoire, y compris «les municipalités de l'Est et du Sud du pays dans les prochains jours».

«Les vaccins disponibles en Libye sont le russe Sputnik-V destiné aux moins de 60 ans et le britannique AstraZeneca, pour les plus de 60 ans. Le Chinois Sinovac est également disponible», a déclaré à l'AFP Badreddine al-Najjar, le président du Centre national libyen de lutte contre les maladies (CDC).

Le Soudan du Sud veut se débarrasser de 60.000 doses de vaccins anti-Covid expirés

Fin mars, le Soudan du Sud, avait reçu 132.000 doses du vaccin Oxford/AstraZeneca via le programme Covax qui vise à garantir un accès équitable aux vaccins anti-Covid. Quand 60.000 de ces doses, offertes en mars par le géant sud-africain des télécoms MTN et l'Union africaine (UA) «sont arrivées ici, nous nous sommes plus tard aperçu que la durée de vie (restante) du vaccin n'était

que de 14 jours», a expliqué à l'AFP Richard Lako, gestionnaire de la crise Covid-19 au ministère de la Santé.

Mais la campagne de vaccination avait mis une semaine à commencer et jusqu'ici seuls 2.000 personnes, principalement membres du personnel médical, ont été vaccinés, laissant passer la date limite de milliers de doses.

Pas de Sputnik pour les Tchèques

Le gouvernement tchèque, en pleine confrontation diplomatique avec la Russie, a exclu d'avoir recours au vaccin russe Sputnik V. «La seule voie maintenant est de s'en remettre aux vaccins qui ont été approuvés par l'Agence européenne des médicaments», a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jan Hamacek.

Un comité de l'OMS défavorable au passeport vaccinal

Le comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la Santé sur le Covid, chargé

de guider le chef de l'OMS, a indiqué lundi ne pas être favorable à un passeport vaccinal obligatoire pour les voyageurs internationaux.

La France, de son côté, a débuté ses expérimentations d'un «pass sanitaire» qui pourrait préfigurer le dispositif attendu fin juin par Bruxelles pour certifier les résultats des tests et la vaccination anti-Covid, et «faciliter» les voyages au sein de l'UE.

Rio rouvre ses plages...

Malgré des chiffres de mortalité toujours très élevés et un variant «brésilien» très contagieux, Rio de Janeiro a rouvert lundi ses plages, après avoir fait de même début avril avec ses bars et restaurants.

... le Portugal ses restaurants

Le Portugal est entré lundi dans la troisième phase d'un déconfinement progressif entamé il y a un mois, avec la réouverture des centres commerciaux, de l'intérieur des cafés et des restaurants, des salles de spectacle, des lycées et des universités.

Des spectateurs à un match de foot en Chine...

C'est une image devenue inhabituelle dans le football depuis le début de la pandémie de Covid-19: 30.000 spectateurs devraient assister mardi au match d'ouverture de la saison 2021 du Championnat chinois.

...et bientôt à l'US Open

Un nombre limité de spectateurs sera autorisé à assister à l'US Open féminin du 3 au 6 juin à San Francisco, puis à l'US Open masculin du 17 au 20 juin à Torrey Pines, près de San Diego.

Camille Delourme avec AFP

La Tunisie a enregistré 1.514 nouveaux cas positifs et 66 décès en 24 heures

En date du 18 avril, la Tunisie a signalé 1.514 nouvelles contaminations à la Covid-19 et 66 décès supplémentaires au cours des dernières 24 heures, selon le ministère tunisien de la Santé qui faisait le bilan quotidien épidémiologique dimanche soir.

La Tunisie totalise ainsi 285.490 cas confirmés de la Covid-19, dont 9.783 décès, depuis l'apparition de la pandémie dans le pays en mars 2020, selon la même source.

Actuellement, 2.404 patients atteints du virus sont encore hospitalisés, dont 486 en soins intensifs et 143 sous assistance respiratoire.

Au 36^e jour de la campagne nationale de vaccination contre le nouveau coronavirus, 1.148.401 Tunisiens se sont inscrits sur la plateforme électronique «Evax» pour se faire vacciner. 215.764 personnes ont déjà été vaccinées, dont 25.313 ont reçu leur deu-

xième injection.

Le 18 avril, le ministère de la Santé a annoncé l'ouverture de six centres de vaccination supplémentaires, pour porter à 38 le nombre total des centres en activité sur le territoire de la Tunisie.

Xinhua

TCHAD

De l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby à son décès

Le président tchadien Idriss Déby Itno, décédé mardi à 68 ans des suites de blessures reçues au combat contre des rebelles dans le nord, dirigeait le pays d'une main de fer depuis 30 ans.

Chute d'Hissène Habré

Le 1^{er} décembre 1990, Idriss Déby, un ancien proche du président Hissène Habré, entré en dissidence armée, s'empare du pouvoir après l'entrée de ses troupes dans N'Djamena. Hissène Habré fuit et se réfugie au Sénégal.

M. Habré sera définitivement condamné en 2017 à Dakar à la prison à vie pour crimes contre l'humanité par un tribunal spécial africain.

Première élection pluraliste

En 1996, après une «transition démocratique», Idriss Déby est élu président lors du premier scrutin pluraliste et accueille une partie de ses adversaires au gouvernement.

Producteur de pétrole

En 2003, le Tchad devient pays producteur de pétrole, inaugurant son premier complexe pétrolier dans le bassin de Doba (sud).

Offensives rebelles

A partir de 2005, le régime est menacé par des offensives rebelles, notamment en 2008, lors d'une attaque parvenue aux portes du palais présidentiel, repoussée grâce à un soutien français.

Lutte antijihadiste

En 2013, le Tchad envoie ses troupes combattre les jihadistes dans le nord du Mali lors de l'intervention française Serval.

En 2015, face à la menace des jihadistes nigériens de Boko Haram, il envoie ses troupes au Nigeria pour les chasser de plusieurs localités et initier une riposte militaire régionale. N'Djamena subit plusieurs attentats suicide meurtriers revendiqués par Boko Haram.

Les élections législatives prévues en 2015 sont maintes fois repoussées, d'abord au nom de la lutte antiterroriste, puis en raison du coronavirus.

En 2017, le Tchad participe à la création de la force antijihadiste de l'organisation régionale G5 Sahel (comprenant également la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger), avec l'appui de la France.

Déby maréchal

En avril 2018, le Tchad adopte une nouvelle Constitution controversée instaurant un régime présidentiel.

En février 2019, une colonne rebelle venue de Libye pour tenter de renverser le président est stoppée par des bombardements français sur demande de N'Djamena.

En mars 2020, l'armée déclenche une grande offensive contre le groupe Boko Haram pour venger la mort d'une centaine de ses soldats dans la zone du lac Tchad.



Pour célébrer cette victoire, le président Déby est élevé au titre de maréchal du Tchad le 11 août 2020, lors du 60^e anniversaire de l'indépendance.

Intimidation d'opposants

Le 28 février 2021, une sanglante tentative d'arrestation par l'armée d'un candidat à la présidentielle se solde par la mort d'au moins trois personnes.

Le lendemain, l'opposant «historique» d'Idriss Déby, Saleh Keb-

zabo, retire sa candidature, accusant le président d'intimider ses rivaux par l'usage de la force.

Le pouvoir est accusé de réprimer toute opposition en interdisant les rassemblements de partis ou de mouvements de la société civile qui réclament «une alternance au pouvoir».

Idriss Déby réélu président

Le 11 avril, les Tchadiens votent à la présidentielle. Le maréchal-président Idriss Déby Itno

brigue un 6^e mandat qu'il est assuré de remporter face à six candidats sans envergure, après avoir écarté les rares ténors d'une opposition divisée.

Le même jour, un groupe rebelle, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), lance une offensive depuis ses bases arrières en Libye.

Le 19, l'armée affirme avoir tué plus de 300 rebelles et perdu cinq militaires dans des combats, le pouvoir assurant que la situation est sous contrôle.

L'instance électorale nationale annonce qu'Idriss Déby Itno a été réélu avec 79,32% des suffrages exprimés à la présidentielle.

Déby décède de blessures reçues au front

Le 20 avril, le porte-parole de l'armée annonce sur la télévision d'Etat que le président Déby est décédé des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des rebelles dans le nord durant le week-end.

Un conseil militaire dirigé par un des fils du défunt président, le général quatre étoiles et commandant de la garde présidentielle Mahamat Idriss Déby Itno, 37 ans, est mis en place pour remplacer le président tchadien.

AFP

NOUVEAU TRONÇON POINTE-NOIRE - OUESSO

La 1^{ère} ligne Directe qui rapproche
le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30
Les réservations sont en cours dans
toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33 / 06 587 44 60
contact@oceandunord.com
www.oceandunord.com

CEAN du NORD
Sécurité - Confort - Fiabilité
Voyagez comme jamais
www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com
06 587 44 60 / 05 728 88 33

POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS	POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUELE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSA	8.000	6.000	OYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	OWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			OUESSO	30.000	27.000

UNITED BANK FOR AFRICA CONGO
En sigle « UBA CONGO »
Société Anonyme au Capital de 12 500 000 000 FCFA
RCCM CG / 09-B-1766
37, Avenue William Guynet, Centre-Ville, BP 13 534, Brazzaville
BRAZZAVILLE/REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société UNITED BANK FOR AFRICA CONGO SA sont conviés à une Assemblée Générale Ordinaire, le mercredi, le Mercredi 05 Mai 2021 à 10 heures au siège social de la banque, 37 avenue William Guynet, Rond-point City-Center, Centre-ville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration
2. Rapport général des Commissaires aux comptes
3. Approbation de l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2020
4. Affectation du résultat de l'exercice 2020
5. Rapport spécial des Commissaires aux comptes
6. Renouvellement du mandat d'un administrateur
7. Quitus aux administrateurs
8. Pouvoirs pour formalités légales

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède peut assister personnellement à cette assemblée ou s'y faire représenter.

La documentation relative à l'Assemblée Générale est disponible pour consultation au siège de la société ci-dessus indiquée.

Le conseil d'administration

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Cartes de visite



Flyers, Affiches



Calendriers

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

IN MEMORIAM



21 avril 2020 - 21 avril 2021

Voici presque une année que Mme Ossibi Emilie affectueusement appelée Mimiley a quitté cette terre des Hommes pour le Royaume des cieux. En ce jour anniversaire, nous les familles Ansi, Obangala et Ossibi, prions tous ceux qui l'ont connue de près ou de loin d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire pour des actes humanitaires posés et de bienfaisance rendus par ici et par là.

UNE ADRESSE E-MAIL POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



CONFLITS DANS LE TANGANYIKA

La communauté humanitaire prête à soutenir les personnes déplacées

Cette détermination répond à sa mission et la poursuite du renforcement de la réponse ainsi que de la coordination humanitaire en faveur des populations vulnérables ainsi que les mécanismes de collaboration avec les autorités et l'ensemble des acteurs intervenant en RDC.

Une délégation de l'Equipe humanitaire pays (EHP) a effectué, du 13 au 16 avril 2021, une visite dans la province du Tanganyika. Sur place, note un communiqué du coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo (RDC), David Mclachlan-Karr, du 20 avril, cette délégation a rencontré les autorités locales, les communautés ainsi que des personnes déplacées et relocalisées.

L'équipe, qui a visité des projets de partenaires humanitaires (ONG nationales, ONG internationales et agences du système des Nations unies à Mushaba et Kyamusenji (territoire de Kalemie) et à Nyunzu, a relevé, avec les autorités de ce coin du pays, l'importance du cadre provincial de concertation humanitaire avec ces dernières.

Selon cette source, alors que la situation reste fragile (persistance de l'insécurité alimentaire aiguë, d'incidents de protection et de flambées épidémiques) dans cette partie de la RDC et que les besoins humanitaires restent importants, la délégation a pu se rendre compte d'améliorations notables des conditions de vie des populations et du potentiel de développement dans certaines zones. Ces évolutions, note le communiqué, sont favorables à l'engagement du gouvernement provincial pour l'atteinte des objectifs de développement durable. « Afin d'y parvenir, il est impératif d'adresser particulièrement les causes profondes des conflits », a souligné le coordonnateur humanitaire en RDC.

Poursuite et intensification des efforts de protection des populations

Le coordonnateur humanitaire en RDC a, par ailleurs, indiqué que lors de sa visite à Nyunzu, la délégation de l'EHP a pris la mesure des conséquences humanitaires de la persistance des conflits intercommunautaires. C'est ce qui a conduit David Mclachlan-Karr à encourager la poursuite et l'intensification des efforts de protection des populations. « Nous encourageons les autorités à poursuivre et intensifier leurs efforts pour protéger leurs populations (Bantu, Twa et autres communautés), à résoudre les conflits et à assurer le respect des droits humains », a-t-il insisté.

Dans le cadre des solutions durables pour les personnes déplacées, ce groupe a sou-

ligné l'impérieuse nécessité que ces personnes concernées puissent faire un choix volontaire et informé sur les perspectives qui s'offrent à elles. Si une relocalisation est proposée, indique le communiqué du coordonnateur humanitaire en RDC, celle-ci doit être effectuée dans le respect de la dignité. Et d'appeler les autorités à développer un plan d'appui au retour ou à la relocalisation et l'intégration locale des personnes déplacées. « La communauté humanitaire en RDC se tient prête à soutenir et à participer à cette planification », a-t-il rassuré. Pour permettre de réduire durablement les vulnérabilités des populations et les besoins humanitaires, a conseillé David Mclachlan-Karr, la collaboration entre les acteurs humanitaires, de développement et

de consolidation de la paix est essentielle.

Une collaboration et l'appropriation de l'approche

Le coordonnateur humanitaire en RDC a indiqué la mise en place d'un comité de pilotage provincial, sous le leadership du gouvernement. Ceci, en vue de promouvoir cette collaboration et l'appropriation de cette approche. « L'Equipe humanitaire pays reste déterminée à poursuivre sa mission et continuer à renforcer la réponse et la coordination humanitaire en faveur des populations vulnérables ainsi que les mécanismes de collaboration avec les autorités et l'ensemble des acteurs intervenant en République démocratique du Congo », a souligné David Mclachlan-Karr.

Lucien Dianzenza

TUNISIE

La décision d'utiliser le vaccin d'AstraZeneca sera tranchée dans dix jours

La décision d'utiliser le vaccin d'Oxford/AstraZeneca en Tunisie sera prise « dans les dix prochains jours », a annoncé mardi Hechmi Louzir, président de la Commission de pilotage de la campagne nationale de vaccination contre le nouveau coronavirus.

Celui qui est également directeur de l'Institut Pasteur de Tunis a expliqué que cette décision « sera prise après évaluation des publications scientifiques et des études sur les effets secondaires de ce vaccin émises par l'OMS et les organisations internationales compétentes ».

A ce jour, a noté M. Louzir, les effets secondaires de ce vaccin dans le monde « sont très rares et ils sont détectés chez une personne sur 250.000 cas, d'autant plus que ce vaccin est utilisé auprès de la catégorie des plus de 60 ans ».

Pour rappel, la Tunisie a reçu plus de 98.000 doses du vaccin Oxford/AstraZeneca et devrait en recevoir 314.000 de plus en mai et juin.

Jusqu'à présent, selon le ministère de la Santé, le nombre total de Tunisiens vaccinés a atteint les 239.398, dont 41.961 ont reçu la deuxième dose. Enfin, plus de 1,1 million de personnes sont inscrites sur la plateforme électronique de vaccination Evax.

Xinhua

COMPÉTITIVITÉ

La faible capacité de transformation désavantage les produits africains

L'Afrique n'arrive pas à profiter des multitudes d'opportunités liées à l'explosion de la demande mondiale. Citant le cas de la noix de cajou cultivée majoritairement dans le continent africain, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) note avec regret que 15 % seulement des noix sont décortiquées sur le sol africain. Pour Robert Katako, expert rd-congolais, il faut créer ou recréer un écosystème adapté à la commercialisation des produits locaux sur le marché mondial.

En dépit de l'importante production de noix de cajou, l'Afrique n'est pas arrivée à se positionner en tant que leader dans ce segment du marché. Comme le révèle la Cnuced, le commerce mondial de noix de cajou brutes a doublé pour se situer à 2,1 milliards de kilos entre 2000 et 2018. Près des deux tiers de la formidable croissance sont le fruit des producteurs africains, dont la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, le Nigéria, le Bénin, la Guinée-Bissau, le Mozambique et le Ghana. Il est établi aujourd'hui que les exportateurs du continent africain n'obtiennent qu'une fraction du prix de détail final : « Les pays qui cultivent des noix de cajou mais ne les transforment pas à une échelle significative ne retiennent qu'une petite part de la valeur créée lorsque la noix passe de la ferme au magasin ».

Actuellement, les noix de cajou constituent une source de revenus pour un peu plus de 3 millions de petits exploitants agricoles africains. Comme l'explique la Cnuced, vingt pays de la région produisent 90 % des noix de cajou brutes commercialisées sur le marché mondial. Malheureusement, seulement 15 % des noix sont décortiquées effectivement sur le sol africain. En retour,

l'Asie qui constitue la prochaine destination décortique 85 % des noix de cajou du monde. Ensemble, l'Inde et le Vietnam ont totalisé 98 % des importations mondiales entre 2014 et 2018.

Recréer un écosystème favorable

La question de la faible compétitivité des produits africains est la conséquence logique d'un certain nombre de facteurs. Il y a, relate Robert Katako, un réel problème de transformation des produits localement : « Il est difficile de parler de transformation sans une électricité suffisante pour alimenter l'industrie locale et même sans infrastructures. Les défis qui s'im-

posent à l'Afrique sont colossaux ».

Prenant en exemple la dernière initiative dans le secteur agricole RD-congolais, la création de la société coopérative « Mabele », il identifie plusieurs défis qui se posent aux initiateurs de ce premier marché spécialisé dans la commercialisation des produits du terroir. Dans un premier temps, martèle-t-il, les initiateurs ont cherché à recréer tout l'écosystème, intégrant la distribution déficitaire. Il a fallu d'abord identifier les différents producteurs des produits locaux pour leur donner un endroit d'exposition, en l'occurrence le premier supermarché Mabele sur les 50 retenus dans le projet pour la seule ville de Kinshasa. Ensuite, un accompagnement s'est avéré indispensable pour les aider à développer les techniques et les orienter vers les synergies qui favoriseront l'accroissement de leur production et leur permettront d'avoir des centres de stockage pour réduire les pertes. En chiffres, le projet Mabele a réussi le coup de maître de réunir trois cents membres fondateurs qui ont accepté de constituer le capital de la société coopérative. Il ambitionne la création de cinquante supermarchés à Kinshasa.

Laurent Essolomwa

« Les pays qui cultivent des noix de cajou mais ne les transforment pas à une échelle significative ne retiennent qu'une petite part de la valeur créée lorsque la noix passe de la ferme au magasin ».

KINSHASA

Élaboration du projet d'édit portant reddition des comptes exercice 2020

Ce projet du budget rectifié sera transmis à la Cour des comptes pour des éventuelles observations et déposé à l'Assemblée provinciale pour adoption, avant sa promulgation par le gouverneur de province.

Le ministre provincial de Kinshasa chargé des Finances, Jean Ngoy Mvunzi, a lancé, le 18 avril, à l'hôtel Africana Palace, dans la commune de Lingwala, l'atelier des travaux d'élaboration d'édit portant reddition des comptes pour l'exercice 2020. Dans le nombre des participants à ces assises figurent les services d'assiettes provinciaux, les divisions des Finances, du Budget ainsi que plusieurs acteurs impliqués dans le budget provincial.

Ces travaux, précise la cellule de communication de l'Hôtel de ville de Kinshasa, permettront aux participants de passer au peigne fin les recettes prévues du budget 2020, en passant par une comparaison avec celles réalisées en vue de dégager les écarts. « Le projet d'édit portant reddition des comptes, dont les travaux d'élaboration débutent ce jour, sera transmis à la Cour des comptes pour des éventuelles observa-



Le ministre provincial Jean Ngoy Mvunzi

tions et déposé à l'Assemblée provinciale pour adoption, avant sa promulgation par le gouverneur de province », a fait savoir le représentant de Profit Congo, la structure appuyant financièrement et techniquement ces assises.

Pour le ministre provincial chargé des Finances, l'activité revêt un caractère très important dans la mesure où elle consisterait à rendre compte de l'édit budgétaire de l'exercice 2020. Il a, par ailleurs, remercié le gouverneur de la ville, Gentiny

Ngobila Mbaka, pour avoir facilité l'organisation de ces travaux, ainsi que le Profit-Congo pour son appui et son accompagnement régulier de la ville du Kinshasa dans tous les processus comprenant l'élaboration, le suivi et l'exécution du bud-

get provincial. « Tout comportement contraire à la rationalité et à l'exercice de la démocratie, susceptible de freiner notre élan vers le développement tant attendu par les Kinois devrait être extirpé de notre environnement, ainsi le devoir de redevabilité qui nous incombe fait partie des vertus démocratiques que nous devons intérioriser », a, en outre, souligné le ministre Jean Ngoy Mvunzi. Ce membre du gouvernement provincial a, à cette occasion, invité les participants à faire preuve d'assiduité, de ponctualité, de discipline et de tolérance pour la réussite de ces travaux, en se focalisant sur les échanges constructifs. Pour le coordonnateur de Profit-Congo, cet exercice pourra rendre dans les perspectives d'initier les membres du gouvernement provincial à la pratique de la redevabilité et de transparence dans la gestion des finances publiques.

Lucien Dianzenza

DÉCÈS D'IDRISS DÉBY ITNO

La France perd un allié stratégique en Afrique

Agé de 68 ans et au pouvoir depuis 30 ans, le maréchal Idriss Deby Itno est décédé des suites de ses blessures. La France vient de rendre hommage à « un ami courageux ».

Une déclaration du porte-parole de l'armée tchadienne a confirmé le décès du président tchadien Idriss Deby Itno, et a promis l'organisation d'élections « libres et démocratiques » à l'issue d'une période de transition de 18 mois. Idriss Deby Itno était perçu par la France comme un stabilisateur de la région, notamment dans la lutte contre le terrorisme. La France vient de rendre hommage à « un ami courageux ». « Le Tchad perd un grand soldat et un président qui a œuvré sans relâche pour la sécurité du pays et la stabilité de la région durant trois décennies », a précisé l'Élysée, qui a « pris acte » du processus de transition engagé et espère « un retour rapide » à la normale. Pour la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, « le Tchad est un allié dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, [l'Union européenne resterait] à ses côtés dans cette période difficile ».

La France et le Tchad sont des alliés de lon-

gues dates. Et depuis l'arrivée au pouvoir d'Idriss Deby Itno en 1990, les deux pays ont collaboré avec constance dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel et en Afrique centrale. En février 2008, l'armée française va repousser une attaque rebelle aux portes du Palais présidentiel. En 2009, la France bombarde une colonne de rebelles en provenance de la Libye. Au niveau régional, l'armée tchadienne fait partie, depuis 2015, d'une force multinationale mixte appuyée par les occidentaux, et qui regroupe le Nigeria, le Niger et le Cameroun, dans la lutte contre Boko Haram. Le Tchad participe également dans le G5 Sahel, avec la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, et la force française Barkhane, dans la lutte anti-djihadiste. En 2013, les forces tchadiennes vont combattre les djihadistes au Mali, aux côtés de Serval. N'Djamena la capitale tchadienne est le siège de Barkhane.

Noël Ndong

Un conseil militaire de transition mis en place

Après la mort du président tchadien Idriss Déby des suites de blessures reçues lors d'affrontements avec des rebelles, un Conseil militaire de transition (CMT) a été mis en place, a annoncé le porte-parole de l'armée, le général Azem Bermandoa Agouna.

Le général Mahamat Idriss Déby, fils du défunt président, dirigera ce conseil pour une période de 18 mois, a-t-il précisé. Une charte nationale de transition sera promulguée à la place de la Constitution, laquelle est suspendue.

Mahamat Idriss Déby dirige depuis sept ans la Direction générale de service de sécurité des institutions de l'Etat (DGSSIE), le corps d'élite des forces armées de ce pays d'Afrique centrale.

Il prend les rênes du pays au lendemain d'une incursion des rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), un groupe armé basé en Libye voisine. C'est au cours de combats avec ce groupe que le président Déby a été mortellement blessé, selon le porte-parole de l'armée.

Xinhua

BUTEMBO

Olpa exige une enquête après une incursion à la RCP

L'organisation, qui proteste vigoureusement contre cette action ayant réduit la Radio communautaire pacifique (RCP) au silence, indique que ces actes constituent une entrave à la libre circulation de l'information.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de la presse, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), exige une enquête sérieuse après l'incursion armée dans les installations de la RCP, station émettant à Butembo, dans la province du Nord-Kivu. Tout en condamnant vigoureusement cette incursion ayant réduit ce média au silence ainsi que l'agression brutale d'un de ses techniciens, l'organisation indique que ces actes constituent une entrave à la libre circulation de l'information.

Pour Olpa, cette enquête « sérieuse » à mener doit permettre d'identifier les auteurs de ces actes afin qu'ils subissent la rigueur de la loi. L'ONG rappelle que le siège de RCP a fait l'objet, le 16 avril, à 20 heures (heure locale), d'incursion d'un groupe d'individus non autrement identifiés, munis d'armes blanches et d'un fusil. Et de préciser que l'un des assaillants a prétendu vouloir récupérer un enregistrement de l'émission intitulée « Alpha Oméga » diffusée sur les antennes de ce média. « Il a alors tenté de ligoter Ousmane Kasereka, technicien de RCP trouvé sur le lieu. Face à la résistance de ce dernier, les autres membres de la bande ont asséné plu-



Le journaliste William-Pascal Boji

sieurs coups à Ousmane Kasereka, le blessant à la jambe droite et à son œil gauche. Ils ont emporté le matériel de la station (six ordinateurs, deux téléphones, des rallonges, des dictaphones...), réduisant la radio au silence », a indiqué avec indignation et consternation l'Olpa. Le technicien, a souligné cette organisation, a été conduit d'urgence à un hôpital de la place pour des soins, peu après le départ des auteurs de l'incursion armée.

L'Olpa préoccupée par la santé d'un journaliste à Bukavu

L'organisation a également

exprimé sa vive préoccupation sur l'état de santé de William-Pascal Boji, journaliste à radio Canal Futur, station privée émettant à Bukavu, province du Sud-Kivu.

A en croire cette association, le journaliste a été soumis à une bastonnade par des agents de la Police nationale congolaise (PNC/Bukavu) dépêchés, le 18 avril, au terrain Funu de Bukavu pour disperser un rassemblement populaire. « Alors qu'il effectuait son reportage sur un meeting organisé par un groupe de députés provinciaux signataires d'une motion contre le gouverneur de



Ousmane Kasereka, technicien de RCP

province du Sud-Kivu, Theo Ngwabidje, le journaliste a été subitement traîné au sol par des policiers qui lui ont administré plusieurs coups de poing et des pierres au niveau de la poitrine et du pied », a expliqué l'Olpa. Et de noter que la victime s'en est sortie avec de graves lésions à la poitrine alors qu'il a été conduit d'urgence dans un centre de santé pour des soins appropriés. L'organisation a également souligné que ses matériels de travail dont son téléphone et son dictaphone ont été endommagés puis perdus.

Déplorant cette situation,

l'Olpa, qui condamne les mauvais traitements subis par un journaliste en plein exercice de son métier, fait savoir qu'il s'agit manifestement d'une atteinte grave à la liberté de la presse garantie par la législation congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'Homme. « En conséquence, Olpa exige une enquête pour élucider les circonstances de cet acte afin que les auteurs soient sanctionnés conformément à la loi », fait savoir l'organisation dans un communiqué signé le 19 avril.

Lucien Dianzenza

DJIBOUTI

Le gouvernement déplore la faible progression de la vaccination

La vaccination contre le nouveau coronavirus progresse faiblement à Djibouti, a déploré lundi le ministère de la Santé.

« Il faut une grande campagne de sensibilisation pour amener les gens à se faire vacciner même pendant la période du ramadan », a préconisé le secrétaire général du ministère, Salah Banoita, alors que le pays est confronté depuis mars dernier à une importante deuxième vague épidémique.

En effet, une bonne partie de la population se serait désistée de se faire vacciner en période de ramadan, pensant par erreur que la vaccination causerait la nullité du jeûne.

Face à ce constat, le ministère des Affaires musulmanes a dépêché récemment le président du Haut conseil islamique, la plus haute autorité religieuse du pays, Cheick Abdourahman Shamsudin, qui s'est exprimé à la télévision nationale, assurant que la vaccination n'altérerait en rien le jeûne, appelant la population à se faire vacciner même en observant le jeûne.

Avec 10.965 personnes vaccinées à ce jour, selon les chiffres des autorités sanitaires, soit un peu plus de 10% de la population, Djibouti demeure très loin de l'objectif de 70% de couverture vaccinale en mai prochain que le gouvernement s'est fixé.

Djibouti, qui utilise trois vaccins (ceux d'AstraZeneca/Oxford, de Sinopharm et le Sputnik V de Gamaleïa) a lancé sa campagne de vaccination le 15 mars dernier.

GABON

Un hélicoptère militaire s'écrase à Minkébé

Un hélicoptère de l'armée gabonaise s'est écrasé lundi à Minkébé dans la province de l'Ogooué Ivindo (nord-ouest), sans perte en vies humaines, a annoncé mardi le ministère de la Défense via un communiqué.

Le Super Puma transportant 16 militaires, dont quatre membres d'équipage, a effectué un atterrissage d'urgence suite à l'avarie d'un moteur après le décollage, a-t-il précisé. Lors de cette manœuvre, il a percuté violemment le sol, causant des dégâts matériels importants sans perte en vies humaines. Une enquête a été ouverte pour déterminer les rai-

sons de l'avarie. Xi Jinping : l'initiative « la Ceinture et la Route » est une route publique ouverte à tous, et non une voie privée. Le président chinois, Xi Jinping, a indiqué mardi que l'initiative « la Ceinture et la Route » était une route publique ouverte à tous, et non la voie privée d'une seule partie. M. Xi a fait ces remarques dans un discours clé prononcé par liaison vidéo lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence annuelle 2021 du Forum de Boao pour l'Asie. « Tous les pays intéressés sont les bienvenus pour participer à la coopération et partager les bénéfices », a-t-il déclaré.

BÉNIN

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle seront proclamés ce mercredi

La Cour constitutionnelle du Bénin proclamera mercredi après-midi les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle du 11 avril dernier sur le territoire béninois, a-t-on appris mardi.

Les résultats provisoires proclamés le 15 avril par la haute juridiction ont confirmé la réélection du président sortant, Patrice Talon, et sa colistière Mariam Talata avec 1.982.534 voix sur les 2.297.315 suffrages exprimés. Le taux de participation a été de 50,63%.

Ils ont devancé le duo Alassane Soumanou-Paul Hounkpè du parti Force Cauris pour un Bénin émer-

gent (FCBE) qui a recueilli 261.096 voix et celui composé de Corentin Kohoué et Iréné Agossa du parti Restaurer la confiance (RLC), qui en a obtenu 53.685. Ces candidats ont accepté leur défaite et refusé d'intenter des recours.

Selon les dispositions de la Constitution, « si aucune contestation relative à la régularité des opérations électorales n'a été déposée au greffe de la Cour par l'un des candidats dans les cinq jours de la proclamation provisoire, la Cour déclare le président de la République et son vice-président définitivement élus ».

Xinhua



Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 info@adiac.tv B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

PHOTOGRAPHIE

La première édition du festival Kokutan'Art ouverte à Brazzaville

Le vernissage de l'exposition-photo multi-artistes a ouvert le bal des activités des rencontres internationales de la photographie d'auteur de Brazzaville, Kokutan'Art, qui se tient du 20 au 24 avril sur le thème: « L'Afrique en face ».

Les écritures photographiques qui sont réunies à Brazzaville dans le cadre de la première édition du festival Kokutan'Art sont le fruit du travail de onze artistes, à savoir: Mirna Kitombo, Pierre-Man's, Arnel Mboumba, Francis Kodja, Robert Nzaou et Arnaud Makalou du Congo-Brazzaville; Godelive Kasangati de la République démocratique du Congo; Bunny Claude Massassa du Gabon; Nathalie Guironnet de la France; Moussa John Kalapo du Mali et Jacques Do Kokou du Togo.

« C'est une fierté et une grande joie d'être enfin arrivé au jour fatidique de la tenue de Kokutan'Art qui va regrouper durant cinq jours, les photographes et acteurs culturels du Congo et d'ailleurs. Nous espérons que ce festival insufflera un vent nouveau afin de faire asseoir une véritable dynamique de créativité, d'échanges et de réflexions grâce à la photographie », a déclaré, Zed Lebon, promoteur de l'événement.

Autour du thème: « L'Afrique en face », chacun photographe a pensé mieux a regardé notre continent sous un aspect particulier afin de donner à voir une Afrique plurielle, entièrement ouverte sur le monde.

Ruralité, denrées alimentaires, sacralité, réalité du labeur, résilience, allusion, activité économique informelle, pollution, migration... sont autant de sujets qui ont nourri la toile de fonds de cette vitrine photographique, riche en couleur et en créativité.

Présentant le thème de la pollution en autoportrait, Arnel Mboumba estime que la photographie devrait considérablement servir à éduquer et sensibiliser la société; car la

«...La photographie d'auteur c'est pousser loin la réflexion. Les arbres coupés, la sécheresse, le manque d'oxygène, la voiture brûlée pointent du doigt la responsabilité de l'homme appelé à préserver son environnement qui ne cesse de se dégrader »



Le public visitant l'exposition/Adiac

discipline est omniprésente dans la vie de toute personne. Ses quatre photographies font apparaître une femme enveloppée dans un sachet plastique, au milieu d'une forêt.

A en croire ses propos, la femme représente la terre et le sachet, les retombées de la pollution. « C'est aussi ça la photographie d'auteur : pousser loin la réflexion. Les arbres coupés, la sécheresse, le manque d'oxygène, la voiture brûlée pointent du doigt la responsabilité de l'homme appelé à préserver

son environnement qui ne cesse de se dégrader », a-t-elle souligné.

Dans la suite de son déroulement, Kokutan'Art s'articulera du 21 au 23 avril autour de plusieurs conférences et cartes blanches prévues en présentiel à l'Institut français du Congo de Brazzaville et en ligne sur la page Facebook dudit espace culturel. Ces moments d'échanges vont porter notamment sur la pratique de la photographie à Brazzaville; la photographie et le droit d'auteur, la photographie afri-

caine, la photographie et vie des collectifs en Afrique.

Par ailleurs, les séances de projection des films documentaires sur la photographie auront lieu aux ateliers Sahm. Le but étant d'initier le grand public au regard et à la pratique de cette discipline. Initié par le collectif Mbongui art photo que dirige Zed Lebon, Kokutan'Art se veut une plateforme de création et d'expression des photographes d'Afrique et du Congo. La clôture de l'événement est prévue le 24 avril.

Merveille Atipo

KOUILOU

Lancement d'un projet de lutte contre la maltraitance des femmes

Le projet « Kutelema na Kuniokuama ya ba kento » en français « Levons-nous contre la maltraitance des femmes dans le département du Kouilou », a été lancé le 20 avril au siège de la préfecture du Kouilou.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Moreno Amparo, en charge du secteur social à la délégation de l'Union européenne (UE) en République du Congo, ainsi que d'autres personnalités. Le projet d'une durée de trois ans, est porté par la Fondation AVSI, en collaboration avec le groupe de réflexion contre les violences basées sur le genre et Tayuwana. Il bénéficie d'un financement de l'UE à hauteur de 275.259.267 francs CFA (413 923.71 euros).

Les violences basées sur le genre constituent un frein à la promotion de l'égalité homme-femme et un obstacle à la mise en œuvre des politiques de promotion du genre.

L'objectif du projet lancé dans le Kouilou est de promouvoir les droits des personnes et des groupes vulnérables, victimes desdites violences.

Selon un rapport de l'Unicef datant de 2009, 76% des femmes de



15 à 49 ans considèrent normal qu'un homme batte sa femme si elle crame le repas ou refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui..., a souligné le représentant de la Fondation Avsi, Jean Claude Bassoumba.

Aussi, l'on note 150 cas de violences sexuelles en moyenne

chaque année au tribunal de grande instance de Pointe-Noire qui englobe aussi le Kouilou. A la direction interdépartementale de la police, il a été reconnu que les cas de viol, d'atteinte à la pudeur, de coups et blessures sont courants.

Ce projet arrive donc à point

Les participants au lancement du projet/Adiac nommé et sera mis en œuvre dans les sous-préfectures de Hinda, Lonago et Madingo-Kayes. Il cible six organisations de la société civile ayant une expérience avérée dans les activités communautaires.

Quelque 15 000 personnes devraient être sensibilisées dans

le cadre des actions du projet et 450 femmes et filles victimes de violences basées sur le genre. Sont également bénéficiaires du projet, le centre de recherche, d'information et de documentation sur la femme, les directions départementales de la promotion de la femme, des affaires sociales, des soins et services de santé, la direction interdépartementale de la police et celle de population du Kouilou.

« J'ai eu le plaisir de travailler avec AVSI et ses différents partenaires depuis mon arrivé au Congo, il y a déjà 6 ans, et j'ai toujours été impressionnée par leur approche d'accompagnement formateur à ses partenaires, de sensibilité aux problèmes des groupes plus vulnérables de la société et par leur ambition de laisser un impact fort et durable à travers la mise en œuvre de leurs actions », a déclaré Moreno Amparo.

Charlem Léa Itoua

COP26

Le Congo multiplie les partenaires pour faire entendre la voix de l'Afrique à Glasgow

La vingt-sixième Conférence des parties (COP26) aura lieu à Glasgow, en Ecosse. En prélude à ces assises dont la République du Congo porte la voix de l'Afrique en matière de changement climatique, la ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a échangé avec la chargée aux Affaires de l'ambassade des Etats-Unis au Congo, Ellen B. Thotbun.

L'échange entre les deux personnalités a porté plus sur les préparatifs du sommet sur le climat qu'organise le président américain Joe Biden et la série de consultations initiées par son envoyé spécial en matière de climat, John Kerry. En effet, le président Joe Biden a souligné l'engagement des États-Unis à faire face à la crise climatique. Les États-Unis veulent travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de la République du Congo dans les mois à venir pour assurer la réussite de la prochaine conférence des Nations unies sur le changement climatique à Glasgow. C'est à cette fin que l'envoyé spécial du président américain aux questions de climat, John F. Kerry, a invité la ministre du Tourisme et de l'Environnement à apporter une contribution au prochain sommet des dirigeants sur le climat qu'organise le président Joe Biden.

Au cours de l'échange entre Arlette Soudan-Nonault et Ellen B. Thotbun, tenu quelques jours seulement après l'investiture du président de la République



La ministre du Tourisme et de l'Environnement et la chargée aux Affaires de l'ambassade des Etats-Unis au Congo au sortir de l'entretien/DR

du Congo, Denis Sassou N'Gusso, la ministre du Tourisme et de l'Environnement a saisi cette opportunité pour présenter les avancées significatives ainsi que les perspectives de la République du Congo dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques. Pour rappel, au cours de son investiture, le président Denis Sassou N'Gusso avait annoncé sa vision en matière d'environnement et de changement climatique.

Outre cela, l'évolution de l'opérationnalisation de la Commission Climat du bas-

sin du Congo (CCBC) et du Fonds bleu pour le bassin du Congo, le plan d'investissement de la CCBC et les différents projets de l'étude de préfiguration, ont fait également l'objet de cet entretien. « L'objectif du sommet et de nos efforts plus larges tout au long de cette année est de faire en sorte que les principales économies arrivent à Glasgow engagées à un niveau d'ambition suffisant pour maintenir l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius à portée de main. Outre

les principales économies, le président Biden a invité quelques pays parties prenantes à faire entendre d'autres voix à la conversation, y compris des pays particulièrement vulnérables aux impacts climatiques», a écrit John Kerry.

Les thèmes clés qui vont être débattus comprendront la mobilisation de financements publics et privés plus solides, l'aide aux pays vulnérables pour s'adapter aux impacts climatiques, le rôle vital de l'innovation et de l'action climatique à tous les ni-

veaux, les défis sécuritaires posés par le changement climatique et les avantages économiques et de création d'emplois de l'action climatique. « Certainement, le sommet des dirigeants n'est que l'un des nombreux événements de haut niveau de cette année qui contribueront à attirer l'attention sur le défi urgent auquel nous sommes confrontés. Le président Joe Biden et moi sommes pleinement déterminés à faire de notre mieux dans l'avenir et à travailler en étroite collaboration avec votre gouvernement pour maintenir l'objectif de 1,5 degré Celsius à portée de main », a-t-il ajouté.

Notons que l'un des premiers actes du président américain lors de sa prise de fonction a été le retour à l'Accord de Paris. La COP26 réunira les dirigeants des principales économies du monde et d'autres partenaires pour un dialogue urgent et ouvert sur les moyens de renforcer les efforts collectifs pour faire face à la crise climatique.

Bruno Okokana

EDUCATION

Des réflexions se poursuivent sur la formation des enseignants

Les initiatives visant à améliorer les capacités pédagogiques du personnel enseignant ont été au menu de l'échange entre le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, et la représentante de l'Unesco, Fatoumata Marenga, le 19 avril à Brazzaville. « Nous avons évoqué, entre autres, le contenu du rapport que le ministre nous a demandé. Il s'agit de la politique de formation des enseignants qui fera sous peu l'objet d'une appropriation entre les parties prenantes », a indiqué la représentante de l'agence onusienne.

Par ailleurs, la problématique de l'apprentissage digital dans le contexte de la pandémie de covid-19 a également été évoquée. Ce programme de digitalisation de l'éducation dans lequel l'Unesco est impliquée, intègre le projet de riposte à la pandémie à travers des canaux divers. « Le pays a déjà pris des mesures dans ce sens dès les premières heures de la pandémie et l'Unesco s'aligne là-dessus car il faut préserver à tout prix l'éducation, assurer la continuité pédagogique », selon Fatoumata Marenga.

Rominique Makaya



Anatole Collinet Makosso et Fatoumata Marenga